



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à prolonger
jusqu'au 31 décembre 2024 la durée de validité de l'autorisation
délivrée à la Société Carrière et Matériaux Nord-est pour l'exploitation
de la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires exploitée à Bainville-sur-Madon**

N° 2024-0073

AIOT : 0006203428

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R 181-45, R181-46 et R181-49 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu le décret 2004-374 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2002-613-1 du 3 décembre 2004 modifié autorisant la société Cogesud à exploiter une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Bainville-sur-Madon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-0544 du 03 octobre 2016 autorisant la société Carrière et Matériaux Nord-Est à se substituer à la société COGESUD pour l'exploitation de la carrière de Bainville-sur-Madon précitée ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2017-2031 du 13 décembre 2019 et n° 2022-0620 du 30 juin 2022 prolongeant la durée d'exploitation de la carrière jusqu'au 3 juin 2024 ;

Vu la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière de Bainville-sur-Madon déposée la société Carrière et Matériaux Nord-Est le 23 février 2024 ;

Vu l'avis favorable de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 15 avril 2024 ;

Considérant que la société Carrière et Matériaux Nord-Est a déposé le 16 avril 2021 une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et la demande d'extension de la carrière de Bainville-sur-Madon ;

Considérant que lors de l'instruction de la demande précitée, il est apparu une incompatibilité entre le Plan local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Bainville-sur-madon et l'extension projetée de la carrière ;

Considérant que la commune de Bainville-sur-Madon et la communauté de communes Moselle-et-Madon ont initié une procédure de révision du PLU de la commune de Bainville-sur-Madon afin de que le projet d'extension de la carrière soit compatible avec le PLU ;

Considérant que cette procédure de révision du PLU nécessite une enquête publique d'une durée minimale d'un mois, que l'instruction de la demande de renouvellement et d'extension de la carrière requiert également une enquête publique d'une durée similaire et qu'il a ainsi été retenu d'organiser une enquête publique unique pour favoriser la bonne information et la participation du public ;

Considérant que l'enquête publique précitée est organisée du 16 avril au 24 mai 2024 ;

Considérant que compte tenu des délais d'instructions postérieurs à l'enquête publique, il ne pourra être statué avant le 3 juin 2024 sur la demande de renouvellement et d'extension de la carrière de Bainville-sur-Madon ;

Considérant que cette prolongation n'est pas de nature à augmenter les potentiels dangers de l'établissement et les risques pour l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, il y a lieu de proroger la durée de validité de l'autorisation actuelle d'exploiter la carrière de Bainville-sur-Madon dans l'attente de la fin de l'instruction pour la demande de renouvellement et d'extension ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Bainville-sur-Madon délivrée à la société Carrière et Matériaux Nord Est par l'arrêté préfectoral 2002-613-1 du 3 décembre 2004 modifié est prorogée jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 2 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 3 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Carrière et Matériaux Nord-Est

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Bainville-sur-Madon
- M. le Président de la Communauté de communes Moselle et Madon

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **13 MAI 2024**

Le Préfet
Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF

